



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les attitudes des agriculteurs des Combrailles à l'égard de la modernisation agricole : contribution à une typologie des agriculteurs

Monsieur Marcel Jollivet

Citer ce document / Cite this document :

Jollivet Marcel. Les attitudes des agriculteurs des Combrailles à l'égard de la modernisation agricole : contribution à une typologie des agriculteurs. In: Économie rurale. N°70, 1966. pp. 15-27;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1966.1953>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1966_num_70_1_1953

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Des conditions défavorables et un déséquilibre démographique expliquent la mentalité des agriculteurs des Combrailles. Comment réagissent-ils à l'idée d'entreprendre des améliorations ? Ils essaient timidement de copier « ceux qui ont les moyens », « les bons agriculteurs ». Ceux-ci, novateurs ou conservateurs, sont peu nombreux par rapport aux agriculteurs moyens, statiques, pessimistes, peu ouverts aux idées économiques, sans vue d'ensemble de leurs problèmes.

Avant tout « travailleur de la terre », l'agriculteur moyen n'a pas d'autres informations que l'exemple des voisins, d'autres loisirs que des conversations avec eux.

Pour que l'agriculture se modernise dans cette région, il faudrait une réforme profonde des genres de vie et des représentations collectives.

Abstract

Unfavorable economic conditions and a lack of demographic balance explain the mentality of the farmers in the Combrailles area. What is their reaction to the idea of undertaking improvements ? They timidly try to copy « those who are better off », the « good farmers ». The latter, innovators or conservatives, are few compared to average farmers, who are static, pessimistic, not open to economic ideas and without a comprehensive view of their problems. ■

Being first of all a « land worker », the average farmer has no other information than the examples of his neighbours and other leisure than to talk with them.

In order to modernize the agriculture in this area, a profound reform of the way of life and of the collective representations would be necessary.

LES ATTITUDES DES AGRICULTEURS DES COMBRAILLES A L'ÉGARD DE LA MODERNISATION AGRICOLE

CONTRIBUTION A UNE TYPOLOGIE DES AGRICULTEURS

par Marcel JOLLIVET

Chargé de Recherches au C.N.R.S.

Des conditions défavorables et un déséquilibre démographique expliquent la mentalité des agriculteurs des Combrailles. Comment réagissent-ils à l'idée d'entreprendre des améliorations ? Ils essaient timidement de copier « ceux qui ont les moyens », « les bons agriculteurs ». Ceux-ci, novateurs ou conservateurs, sont peu nombreux par rapport aux agriculteurs moyens, statiques, pessimistes, peu ouverts aux idées économiques, sans vue d'ensemble de leurs problèmes.

Avant tout « travailleur de la terre », l'agriculteur moyen n'a pas d'autres informations que l'exemple des voisins, d'autres loisirs que des conversations avec eux.

Pour que l'agriculture se modernise dans cette région, il faudrait une réforme profonde des genres de vie et des représentations collectives.

THE ATTITUDES OF THE FARMERS IN THE COMBRAILLES AREA TOWARDS AGRICULTURAL MODERNIZATION — A CONTRIBUTION TO A TOPOLOGY OF FARMERS

Unfavorable economic conditions and a lack of demographic balance explain the mentality of the farmers in the Combrailles area. What is their reaction to the idea of undertaking improvements ? They timidly try to copy « those who are better off », the « good farmers ». The latter, innovators or conservatives, are few compared to average farmers, who are static, pessimistic, not open to economic ideas and without a comprehensive view of their problems.

Being first of all a « land worker », the average farmer has no other information than the examples of his neighbours and other leisure than to talk with them.

In order to modernize the agriculture in this area, a profound reform of the way of life and of the collective representations would be necessary.

Le groupe de sociologie rurale du Centre d'Etudes Sociologiques a réalisé dans plusieurs régions françaises une série d'enquêtes parallèles sur les attitudes des agriculteurs à l'égard de la modernisation (1). Ce sont les principaux résultats de l'enquête menée dans le canton de Saint-Gervais d'Auvergne (Puy-de-Dôme) qui sont présentés ici (2).

(1) Cf. MENDRAS (H.). — Les paysans et la modernisation de l'agriculture. Paris, C.N.R.S., 148 p.

PAPOZ (J.C.). — Enquête pilote sur l'adoption de la culture du maïs hybride dans le canton de Nay (Basses-Pyrénées), *Economie Rurale*, n° 45, juillet-septembre 1960, pp. 29-43.

(2) Cette étude a été faite à la demande et avec l'aide du Comité d'expansion économique de l'arrondissement de Riom (Puy-de-Dôme).

Il s'agissait avant tout d'étudier à l'aide d'un questionnaire les opinions et les comportements techniques des agriculteurs. Les analyses géographiques, démographiques et économiques qui précèdent l'exposé des résultats donnés par ce questionnaire ne visent donc qu'à présenter à grands traits les aspects majeurs de la région et de son agriculture.

Cette étude n'est qu'une première approche. Le questionnaire est composé essentiellement de questions ouvertes qui ne se prêtent qu'à une analyse de contenu. Il a surtout pour but de fournir des matériaux qui nourrissent la réflexion, et il sacrifie délibérément la rigueur toute quantitative à la richesse.

De la même façon, l'échantillonnage n'a pas été

fait avec un souci dominant de représentativité. Le but fut avant tout de trouver des exemples d'agriculteurs plus ou moins « modernes », afin de faire davantage ressortir les différences d'attitudes correspondantes. C'est ainsi qu'à côté d'un tirage au sort opéré au hasard dans la liste des exploitations de plus de 5 hectares, il a été procédé à un choix raisonné des agriculteurs indiqués comme les plus progressifs par des informateurs locaux ayant une connaissance très poussée de la région. Par ailleurs, deux communes extérieures au canton, dans lesquelles l'agriculture était plus prospère et la modernisation plus avancée, ont également été étudiées à titre de comparaison.

Au total, l'enquête a permis d'interroger cinquante-cinq exploitants obtenus par tirage au sort, et vingt et un exploitants choisis sur indication des informateurs. Dans le seul canton de Saint-Gervais

d'Auvergne, les effectifs sont respectivement de quarante-trois et cinq. Dans les pages qui suivent, nous ne donnons pas les conclusions particulières aux deux communes extérieures au canton, mais notre interprétation des données recueillies dans le canton s'appuie le plus souvent sur une comparaison avec elles.

On doit souligner enfin que cette enquête a été réalisée en 1957. La situation économique et sociale de l'agriculture dans les Combrailles a donc vraisemblablement évolué de façon sensible depuis cette époque.

Mais, comme les caractéristiques de l'enquête évoquées ci-dessus incitent à le penser, il s'agit moins de donner un tableau des Combrailles que de tenter, à partir de cet exemple, d'esquisser une typologie des attitudes des agriculteurs à l'égard de la modernisation.

LA REGION ET SON AGRICULTURE

Des conditions naturelles difficiles

Flancs des anciennes montagnes hercyniennes, les plateaux des Combrailles s'inclinent vers le Nord. Leur altitude, d'environ 900 mètres au sud, au voisinage des massifs volcaniques, s'abaisse à 450 mètres au nord, dans une région où ils se soude insensiblement avec la Marche et le Bourbonnais. Les sols, la pluviosité, la rigueur du climat amènent à distinguer trois régions dont les systèmes de culture sont très différents : la Haute, la Moyenne et la Basse Combrailles (3).

Saint-Gervais d'Auvergne est situé au cœur des Combrailles, en pays de Moyenne Combraille. Les conditions naturelles n'y sont pas particulièrement favorables à l'agriculture. Les sols sont peu épais, acides, pauvres. Le relief est chaotique et la profondeur de la couche arable très irrégulière. La sécheresse sévit en été et les gelées sont fréquentes jusqu'en mars. Au total, la vocation agricole de cette région, sans être contestable, est néanmoins soumise à de strictes conditions. L'agriculteur doit bien connaître le sol et les microclimats de ses parcelles, leur adapter de façon précise cultures et variétés, utiliser intensément et judicieusement chaulage et engrais (4).

(3) Etude de la zone géographique des Combrailles. Rapport de la Commission agricole du Comité d'expansion de l'arrondissement de Riom. Ronéo, 25 p., cartes, tabl., 1953.

(4) Cette description agronomique emprunte beaucoup au mémoire d'André BRUN, assistant de recherches à l'I.N.R.A. — « Une enquête agronomique et économique à Saint-Gervais d'Auvergne ». Mémoire d'agriculture comparée de 3^e année, I.N.R.A., dactyl., 22 p., annexes.

Un paysage agraire dégradé

Le paysage agraire pèse également d'un poids très lourd sur l'agriculture.

Les Combrailles sont un pays de bocage. Mal entretenues, les haies perdent beaucoup de leur utilité et gênent considérablement le travail des champs. L'extension des bois, landes et friches est considérable. Des domaines entiers, atteignant parfois plus de cent hectares, sont à l'abandon en raison de la fuite vers les villes de la bourgeoisie terrienne qui en était propriétaire. La bourgeoisie urbaine locale montre de son côté peu d'empressement à placer son argent dans ces terres aujourd'hui en vente, mais couvertes de genêts et de taillis. Il ne s'agit pas d'une simple sélection, mais d'une véritable dégradation des terres. A cela s'ajoute un reboisement anarchique de parcelles isolées.

L'habitat est très dispersé. Les agriculteurs résident pour la plupart dans une poussière d'écartés (5). Cette extrême dispersion pose d'abord un problème d'adduction d'eau, et le manque d'eau gêne le développement de l'élevage. Par ailleurs, le réseau des chemins vicinaux, trop lourd pour les budgets communaux, est la plupart du temps en très mauvais état ; le déplacement des machines agricoles modernes, la collecte du lait sont de ce fait parfois impossibles. Enfin, l'équipement des communes en commerces, artisans et services est très élémentaire. Certaines communes ne disposent même pas des

(5) Sur les 158 hameaux que comptent les trois communes étudiées dans le canton de Saint-Gervais d'Auvergne, 137 ont moins de 25 habitants et 71 moins de 10.

commerçants et des artisans les plus nécessaires à la vie quotidienne. St-Gervais d'Auvergne même, qui fait pourtant très nettement figure de centre pour la majeure partie du canton, demeure le reflet d'une agriculture peu dynamique et du médiocre niveau de vie des populations rurales ; les évolutions les plus sensibles que l'on observe dans son équipement commercial et artisanal sont surtout dues au tourisme.

Une tradition de polyactivité et d'émigration temporaire

Des conditions naturelles aussi ingrates expliquent la tradition de polyactivité et d'émigration temporaire qui existe depuis fort longtemps dans les Combrailles. En 1848, dans une enquête sur le travail agricole et industriel, le sous-préfet de Riom note que dans le canton de Saint-Gervais d'Auvergne la fabrication des toiles et l'émigration périodique « s'allient à l'agriculture dont elles tendent à pallier l'impuissance... ». De nombreux hommes partent au mois de mars et reviennent au mois de novembre de chaque année. « Tous reprennent la charrue à l'âge où les déplacements deviennent gênants » (6). Ainsi, au milieu du XIX^{me} siècle, l'agriculture, loin de constituer une activité principale à laquelle la fabrication des toiles et l'exode temporaire auraient apporté quelques compléments, fait au contraire figure, au moins dans un grand nombre de familles, d'activité de retraite : les hommes les plus valides sont détournés des activités agricoles pendant les trois quarts de l'année et juste à l'époque des grands travaux. En fait, les populations des Combrailles n'ont jamais attendu de l'agriculture qu'une relative sécurité alimentaire, une assurance contre les revenus incertains des migrations et contre la vieillesse. Un tel déclassement de l'agriculture ne pouvait que lui être préjudiciable dans la mesure où il en écartait toute idée et toute possibilité d'amélioration. Le sous-préfet de Riom regrettait déjà, dans le rapport cité, « la persistance des cultivateurs à repousser les moyens nouveaux ».

Certes, l'émigration temporaire s'est pour une large part aujourd'hui transformée en un exode définitif. Néanmoins on en retrouve également le prolongement, associé à la tradition de polyactivité, dans les migrations alternantes quotidiennes et dans le genre de vie mixte de l'ouvrier-paysan. Sans parler des grandes villes, deux pôles industriels existent aux frontières du canton de Saint-Gervais d'Auvergne : les houillères de Saint-Eloy-les-Mines et l'aciérie des Ancizes. Si les houillères ont en fait peu d'influence sur le monde rural environnant (7),

(6) Archives départementales du Puy-de-Dôme, Réf. 0777.

(7) GRAVIER (J.). — Auvergne-Aquitaine - Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, 1957.

53 % des ouvriers de l'usine des Ancizes viennent des douze communes rurales qui sont sur le parcours des cars ouvriers. En 1954, dans le seul canton de Saint-Gervais d'Auvergne, on dénombrait quatre-vingt-dix-neuf ouvriers travaillant aux Ancizes. Ce dégagement de main-d'œuvre pourrait créer des conditions favorables à une modernisation de l'agriculture. Jusqu'à maintenant il a, au contraire, contribué à la maintenir dans sa position traditionnelle. L'ouvrier continue d'y chercher une source complémentaire de revenus et une garantie contre l'insécurité des salaires industriels.

Une population active agricole déséquilibrée

La population active agricole est en pleine régression. En augmentation durant la première moitié du XIX^e siècle, la population totale des Combrailles a présenté les premiers indices de fléchissement en 1846. Depuis cette date, et surtout depuis 1886, ses mouvements internes et son évolution sont déterminés par l'émigration : les émigrants étant jeunes, la population restante accuse un vieillissement qui se traduit par l'augmentation du taux de mortalité, la diminution du taux de natalité et un solde finalement négatif des naissances sur les décès, qui s'ajoute à un solde migratoire également négatif. Les pyramides des âges ont une base étroite ; elles révèlent un très net déséquilibre entre la population féminine et la population masculine pour certaines classes d'âge, ce déséquilibre risque d'entraîner un accroissement du célibat masculin.

Les pyramides des âges de la population active agricole qui peuvent être considérées comme étant en fait celles des exploitants et de la main-d'œuvre familiale (8), confirme que le remplacement des générations actuelles est loin d'être assuré. La pyramide des âges des seuls chefs d'exploitation donnerait encore plus d'importance relative aux strates d'âges de quarante-cinq à cinquante-quatre ans et au-delà. Ainsi, parmi les exploitants visités, aucun n'a moins de vingt-cinq ans, et le plus grand nombre a de quarante-cinq à cinquante-quatre ans.

Ces déséquilibres purement démographiques dans le groupe producteur permettent de prévoir un intense mouvement de disparition parmi les exploitations actuelles. A Saint-Gervais d'Auvergne, le quart des exploitations sont assurées de disparaître à la mort de l'actuel exploitant, le tiers seulement des exploitants ont un successeur assuré. De la même façon à Charensat, faute de successeurs, quarante-quatre exploitations (sur 1170) sont condamnées ; elles libéreront de 700 à 800 ha actuellement plus ou moins cultivés ou en friches. A Saint-Priest

(8) Les ouvriers agricoles salariés représentent en effet moins de 10 % de la population agricole active.

des Champs, trente et une exploitations (sur 192) et environ 500 ha auront le même sort.

En ce qui concerne l'échantillon du canton :

— la disparition est le sort assuré de 12 exploitations groupant 286 ha,

— la succession est incertaine ou douteuse dans 18 exploitations totalisant 303 ha,

— il n'y aura de successeur de façon certaine que dans 18 exploitations totalisant 390 ha.

D'une façon générale, la superficie des exploitations joue un rôle négligeable dans la détermination des chances de succession. Le critère de sélection n'est pas économique, mais familial et la carence des héritiers se manifeste quelle que soit la superficie de l'exploitation. Encore convient-il de préciser que cette comptabilisation est basée sur un fait concret : la présence ou l'absence d'un héritier susceptible de prendre la suite. Elle ne tient nullement compte des attitudes et de l'incertitude dans laquelle sont de nombreux enfants d'exploitants, héritiers présomptifs, mais non assurés.

Or l'analyse des chances de succession en fonction de l'âge de l'exploitant en place montre que jusqu'à cinquante ans la plupart des exploitants restent dans l'incertitude quant à l'avenir réservé à l'exploitation. S'il n'y a pas d'enfants, la chose est classée. S'il y a des enfants, ou bien ils ont déjà pris une orientation hors de l'agriculture, ou bien ils sont encore à la ferme et ont toutes chances d'y rester. Avant, le départ de tous les enfants reste possible et c'est ce qui se passe dans la moitié des cas, pour les exploitants de plus de 54 ans. Lorsque l'on sait l'attachement des paysans à l'exploitation familiale, on peut conclure que cette incertitude pesant sur l'avenir, et l'absence fréquente de jeunes pour pousser leurs pères au changement, sont deux freins certains à la modernisation agricole des Combrailles.

Les déséquilibres dans la composition des groupes familiaux sont tels que l'organisation même du travail et de la vie quotidienne est atteinte. Les forces productives sont fortement amoindries par la diminution du nombre de bras valides et par la désorganisation de la vie sociale, importante dans les petits villages où le besoin du voisin est fréquent et avait souvent abouti à des traditions d'entraide. Dans le même temps où la désorganisation des groupes domestiques rend plus aiguë la nécessité de recourir aux voisins et accroît le besoin d'une main-d'œuvre d'appoint au moins pour les grands travaux, les relations de voisinage disparaissent faute de voisins.

Les paysans âgés qui n'ont pas de réserves financières restent en place pour subsister puisque personne n'est là pour faire valoir l'exploitation (9). Ils ne trouvent de preneurs, soit à bail, soit en

vente, que pour quelques hectares de leur exploitation, les meilleurs. Pour le reste, l'exploitation est mise en veillesse et se replie sur une chiche auto-consommation. C'est une agriculture de retraite qui se constitue ainsi. Lorsque peu à peu ces vieux exploitants disparaissent, ils libèrent des terres qui sont difficiles à remettre en valeur, si elles en valent encore la peine.

Les Combrailles sont un pays de petite propriété paysanne. L'exploitation familiale de moins de 30 hectares en faire-valoir direct représente environ 90 % des exploitations et occupe 70 % du sol cultivé en Moyenne et Haute Combrailles (10). La multitude des exploitations retient donc une population nombreuse sur une superficie moyenne cultivée qui est très faible (4 à 7 hectares par UTH). Mais conclure de ce fait au surpeuplement des Combrailles (11) ne doit pas faire illusion et masquer l'évolution socio-démographique réelle. Les analyses précédentes nous montrent une population agricole exsangue, dispersée dans une poussière de villages où la vie de relation devient impossible, isolée du monde par des chemins impraticables, biologiquement incapable de se reproduire, force productive amoindrie et décroissante. Derrière l'apparence du trop grand nombre se prépare un véritable effondrement démographique et une importante détérioration du patrimoine agricole.

Une agriculture vivrière

L'agriculture des Combrailles ne présente guère de caractère archaïque en dehors du maintien partiel de la jachère. De nombreuses évolutions, au contraire, la caractérisent en ce qui concerne tant l'élevage que les cultures.

Aujourd'hui, sans exclure la polyculture, l'élevage domine très largement le système de culture. Dans le canton de Saint-Gervais d'Auvergne, les superficies consacrées à la production des aliments du bétail sont près du double de celles cultivées en céréales. Les productions animales représentent en moyenne 75 à 80 % de la valeur de la production totale (12).

C'est une agriculture peu intensive. Près de 60 % des prairies sont naturelles. Les rendements sont

(9) Rappelons que ces analyses sont antérieures à l'application des mesures prévues dans le cadre du F.A.S.A.S.A.

(10) D'après le recensement de 1946. Le recensement agricole de 1955 ne donne pas ces renseignements par région agricole.

(11) GRAVIER (J.). — Op. cit.

ESTIENNE (P.). — Le surpeuplement rural des Combrailles. Revue de Géographie Alpine, 1950, II, pp. 301-334.

(12) Pour l'économie agricole des Combrailles, voir : Etude de la zone géographique des Combrailles, op. cit., et André BRUN, op. cit.

faibles : 12 à 15 quintaux à l'hectare pour les céréales et 15 tonnes pour les pommes de terre, 1 500 litres de lait par vache et par an, et 3 veaux de 100 à 120 kg pour quatre vaches. La charge animale à l'hectare de prairie est faible également (335 kg). D'une manière générale, le travail des terres et les cultures ne reçoivent pas les soins qui seraient nécessaires pour que les productions soient rentables : les engrais notamment sont peu et mal utilisés.

L'autoconsommation est importante. L'autoconsommation de produits animaux représente environ le tiers en valeur de la production animale et le quart du produit total de l'exploitation.

Le déclin des marchés locaux est le fait primordial. Il s'explique par la diminution de la population et par l'apparition de nouveaux types d'organisation commerciale.

Pour certains produits autrefois écoulés sur les marchés, comme le beurre, les œufs, les volailles, la concurrence extérieure se fait sentir jusque dans les villages par l'intermédiaire des commerçants qui s'approvisionnent partiellement à Clermont-Ferrand et même plus loin. Pourtant, tous ces commerçants font des tournées dans les écarts et troquent les menus produits de la ferme (œufs, beurre, volailles, fromage) contre leurs marchandises ; ceci évite aux paysannes des sorties d'argent liquide. Il n'empêche que, pour des produits vivriers aussi élémentaires,

la région se retrouve importatrice. Au total, si les paysans, médiocres clients pour les commerçants, utilisent leurs propres produits, la population non paysanne, par contre, vit en ce domaine de produits importés.

Comme les marchés, les foires ont connu un déclin presque mortel. Aujourd'hui, les veaux se vendent à l'étable ; les marchands de bestiaux font leurs tournées. La puissance de l'organisation des marchands de bestiaux est souvent mise en cause pour expliquer aussi bien la disparition des foires que le niveau insuffisant des prix.

La faiblesse de la production du lait entraîne un coût élevé du ramassage ; sa médiocre qualité aboutit à une rémunération médiocre du paysan. L'usine laitière et le producteur souffrent donc ensemble de la situation.

Les circuits de commercialisation se caractérisent donc par la dégradation des mécanismes traditionnels et par l'apparition de mécanismes modernes. Ces derniers appellent une rénovation de l'agriculture, une augmentation des volumes commercialisés et une amélioration de la qualité des productions ; ils requièrent donc un nouveau type d'exploitant. Sans ces nouvelles conditions, l'agriculture locale risque d'être progressivement épuisée par un système commercial trop puissant qui, par contre-coup, perdra sa raison d'être. En attendant, les revenus sont évidemment médiocres et essentiellement en nature (autoconsommation).

LES OPINIONS DES AGRICULTEURS

Les améliorations souhaitées

Les améliorations souhaitées sont multiples, mais l'insuffisance des prix des produits de la ferme, le coût trop élevé des produits industriels nécessaires à l'exploitation sont, souvent associés, les thèmes les plus fréquents. Ce n'est donc pas l'exploitation elle-même qui est mise en cause, mais la politique agricole. Parfois, pourtant, c'est bien l'impossibilité de moderniser l'exploitation qui est évoquée : « il faudrait des engrais, mais ils sont trop chers ». On rencontre la même considération à propos des tracteurs, de l'outillage, etc..., ceci conduit à souhaiter « la suppression des taxes » ou l'attribution des subventions.

Les intermédiaires, et plus précisément les marchands de bestiaux locaux, sont largement considérés comme responsables de l'écart entre les prix à la production et les prix à la consommation. Ces propos s'accompagnent de manifestations de regret inspirées par la disparition des foires et marchés. Mais si d'un côté les « marchands abusent..., s'entendent..., font ce qu'ils veulent... », les foires, elles, « entraînent trop de pertes de temps ». Ici encore, il y a un « mais »...

La médiocrité des chemins et le manque d'eau attirent autant de critiques que les problèmes de prix. Ce sont encore des revendications qui dépassent le chef d'exploitation. La pauvreté des terres, la végétation parasite, la pente sont dénoncées comme des tares insurmontables qui justifient l'abandon. Les attitudes à l'égard du remembrement illustrent bien ce sentiment qui domine chez les interrogés, d'être pris dans le carcan d'un paysage naturel inhospitalier : 32 exploitants sur 48 estiment que le remembrement serait utile, mais 13 seulement d'entre eux n'assortissent cette adhésion d'aucune restriction ; pour les autres, les difficultés propres aux sols et au paysage rendent l'opération infaisable ou réalisable uniquement par des arrangements individuels portant sur de petites superficies et dans certains coins privilégiés seulement.

Les améliorations portant sur l'exploitation proprement dite viennent seulement ensuite. Le chaulage est habituel dans la région : ceci explique que les amendements du sol soient une amélioration souvent envisagée. La mécanisation, ou plus vaguement encore la modernisation, sont moins fréquem-

ment citées ; elles viennent néanmoins loin avant l'amélioration du système de culture et les bâtiments.

Ce sont les difficultés financières qui conduisent certains paysans à s'interroger sur ce qu'il faut produire. Mais c'est surtout dans les commentaires en marge du questionnaire que les indications sur ce point sont les plus nombreuses ; il y est généralement reconnu que les céréales ne paient pas et qu'il faut s'orienter vers l'élevage pour produire de la viande plutôt que du lait. Mais s'il est généralement admis que « le pays se prête » à un système de culture de ce genre, de multiples obstacles sont mis en avant qui justifient l'inertie de fait. « Le veau charolais, c'est le mieux, mais ça ne gagne rien ». Même chose pour l'élevage en général, le lait, les porcs, etc... « Les volailles ? C'est intéressant, mais il faut quelqu'un pour les porter au marché ». « Les moutons ? C'est intéressant, mais il faut quelqu'un pour les garder ».

L'exode rural et les problèmes qui en découlent ne sont pas fréquemment mentionnés dans les améliorations à apporter à l'agriculture. Cela vient de ce qu'ils sont jugés comme des conséquences du mauvais état de l'agriculture et non pas comme les causes. Ils suscitent par contre d'abondants commentaires en marge du questionnaire. La faible rétribution du travail agricole, le manque d'argent de poche, les désavantages de la législation sociale agricole sont tour à tour donnés comme causes de la désaffection des jeunes pour la campagne. Des exemples de villages désertés par la plupart de leurs habitants sont pris pour illustrer la situation d'isolement parfois dramatique que cela crée.

Ces considérations débouchent sur le pessimisme avec lequel l'avenir de l'agriculture est envisagé. « Dans dix ans, dans quinze ans, l'agriculture et la campagne auront disparu », ou « les petits auront disparu tandis que les gros se seront modernisés ». 39 des 48 exploitants interrogés estiment que l'agriculture va vers une crise. Quant à ceux qui parlent de prospérité, ils ajoutent des réserves ou des restrictions telles que le sens même de leur réponse s'en trouve retourné : prospérité « ici... », « dans la ferme ... », « pour les bêtes... », mais « ailleurs, crise ». Ou bien, prospérité « si on augmente le blé... », « si on diminue les impôts... », etc...

Les améliorations récentes

A côté de ces revendications et de ces propositions d'améliorations multiples, le bilan des améliorations récemment et réellement faites est médiocre. Les améliorations apportées aux bâtiments ramènent au problème de l'eau courante ou sont de simples mesures d'entretien assorties parfois de transformations mineures. Les machines forment également un poste modeste, il s'agit souvent — et heureusement — de petites machines très adaptées aux

besoins de la ferme. Cependant, nombre de tracteurs sont déjà utilisés au détriment de l'équilibre financier de l'exploitation. L'emploi de chaux est relativement répandu, mais l'usage d'engrais, de semences sélectionnées, la pratique d'une culture nouvelle ou d'un élevage nouveau et sélectionné, indices autrement valables d'une agriculture en progrès, sont beaucoup moins fréquents.

Le souci de s'agrandir est exceptionnel. Le problème d'une superficie minimum pour qu'une exploitation soit viable n'est pas évoqué dans les améliorations à réaliser pour développer l'agriculture locale. L'idée que les gros peuvent mieux « s'en sortir » que les petits est parfois énoncée, mais plus sous forme d'une revendication à caractère politique que comme prise de conscience d'une nécessité de s'agrandir. La terre compte peu parmi les améliorations récentes ; elle ne figure pas parmi les achats envisagés, et tient un rang médiocre dans les modes d'utilisation de l'argent.

D'ailleurs, moins d'un tiers des exploitants estiment leur exploitation trop petite. La main-d'œuvre familiale disponible, le potentiel de travail apporté par le tracteur, l'âge de l'exploitant et l'idée qu'il se fait de son avenir interviennent dans le jugement porté sur la superficie de l'exploitation. Ceci fait que la relation entre la superficie actuellement exploitée et la satisfaction ou l'insatisfaction quant à cette superficie est faible.

La justification des jugements invoque très rarement les besoins et le niveau de vie : le travailleur, dans la grosse majorité des cas, donne son avis pour affirmer qu'il ne pourrait pas cultiver une plus grande superficie.

Parfois, un peu plus largement, le chef d'exploitation calcule qu'une superficie supérieure exigerait l'achat d'un tracteur ou un appoint de main-d'œuvre salariée, toutes solutions rejetées comme trop coûteuses, ou bien que les moyens de travail dont il dispose sont sous-employés. Mais la référence à la notion purement économique de superficie optimum dans un système de culture donné est exceptionnelle : on ne la trouve que chez quelques-uns des exploitants choisis comme les meilleurs.

Sur 29 exploitants cultivant une superficie inférieure à celle qu'ils estiment nécessaire pour faire vivre une famille de la seule agriculture, vingt-et-un jugent pourtant la superficie de leur exploitation suffisante, affirmant qu'il leur serait impossible d'en travailler plus ; deux autres trouvent même leur exploitation trop grande. Sans doute ceci traduit l'importance de l'obstacle que constituent les possibilités restreintes de travail, mais c'est également symptomatique d'une attitude de démission. Dans leur très grande majorité, les exploitants se contentent de ce qu'ils peuvent cultiver, au détriment de leur niveau de vie. Il est vrai que 16 des quarante-huit exploitants considérés n'ont plus à faire vivre

qu'une famille à proprement parler. On retrouve ici l'idée qu'une agriculture dynamique exige un groupe producteur démographiquement et socialement équilibré.

Dans environ le tiers des cas, la même superficie minimum est jugée nécessaire pour acheter un tracteur ou pour faire vivre une famille.

Dans le reste des cas, deux fois plus nombreux sont ceux qui estiment supérieure la superficie nécessaire à l'achat d'un tracteur. De l'avis de ces exploitants (près de la moitié du total), il n'y aurait donc place dans des conditions normales que pour une exploitation familiale n'utilisant pas de tracteur. Mais les conditions ne sont pas normales : aussi cinq des quinze exploitants possédant un tracteur, cultivent une superficie inférieure à celle jugée par eux-mêmes suffisante pour ce tracteur.

Cinq exploitants seulement déclarent n'avoir fait aucune amélioration récente dans leur exploitation. Mais quel sens a ce mot pour ceux qui répondent positivement ? Ce qui est donné comme amélioration, souvent sur l'insistance de l'enquêteur qui, pour aider son interlocuteur, lui énumère toute la liste donnée dans le questionnaire, n'est souvent qu'une simple réfection. La fréquente mention des bâtiments et du chaulage ressort parce que le niveau d'ensemble est médiocre : on énumère les détails, faute d'amélioration essentielle. Les machines, dont l'achat est donné comme amélioration apportée à l'exploitation, représentent toujours des investissements minimes ; en ce domaine, les exploitants ne peuvent pas mériter le reproche d'immobilisme, car il ne faut pas trop y investir. Les tracteurs sont déjà trop nombreux, et il semble bien que certains achètent à leur corps défendant et contraints par leur situation : ici encore, il n'y a qu'à s'en louer et qu'à louer. Mais dans les domaines où les améliorations sont souhaitables, comme dans la réorganisation des systèmes de culture, l'amélioration de la qualité des productions, la concentration des terres, pratiquement rien n'est fait ni envisagé. Ceci est d'autant plus significatif que ces améliorations exigent moins de disponibilités financières que d'esprit d'entreprise.

Les mécanismes de l'adoption d'une nouveauté

Une distinction logique s'impose à l'esprit, entre le besoin sur lequel se greffe l'amélioration, et le biais par lequel le cultivateur prend contact avec l'outil ou la transformation susceptibles de répondre à son besoin. Or, dans la plupart des cas, l'exploitant se révèle incapable de distinguer entre le pourquoi et le comment. Il y a à cela une première raison, la faible conscience d'améliorer quelque chose au sens étroit du terme. La plupart des « améliorations », notamment dans les bâtiments, ont pour seule justification la nécessité : on a réparé quelque chose parce qu'il le fallait.

Mais, plus généralement, ces paysans ne prennent pas une décision rationnelle, après une recherche documentaire appropriée, pour résoudre un problème très consciemment ressenti. Au contraire, en voyant fonctionner la machine susceptible de les aider, ils prennent conscience d'une possibilité d'amélioration. Ceci explique que le résultat enregistré par le voisin emporte la décision. La démonstration permanente que fait l'exploitant d'avant-garde donne sans doute une garantie sur la qualité de la machine, de l'engrais ou de la nouvelle semence... elle permet de juger sur les résultats. Mais il y a plus : elle donne naissance à l'idée même d'une possibilité d'amélioration. Les nombreuses hésitations précédant les réponses, quand on demande aux exploitants de dire comment leur est venue l'idée de telle ou telle amélioration, traduisent bien ce caractère diffus des influences. La pénétration se fait lentement par une familiarisation progressive avec la machine, la nouvelle méthode ou le nouveau produit employé régulièrement par certains. Il s'agit d'un phénomène d'ambiance collective plus que d'une recherche individuelle par le biais d'un moyen d'information précis.

Les exploitants étudiés, loin de se poser deux questions, s'en posent donc à la rigueur une (le pourquoi venant se fondre dans le comment), voire aucune et se contentent de copier. Ils ne vont pas chercher ce qui pourrait leur être utile. Il faut que le moyen de moderniser ou d'améliorer se propose, s'offre, et ceci familièrement, à long terme.

Quand l'usure, la vétusté ou le fait que « tout le monde fait comme ça » pressent une réparation ou un achat quelconques, la seule justification à donner d'avoir réparé ou acheté quelque chose est la nécessité ou l'utilité ! En fait, ces exploitants n'améliorent pas au sens positif du terme. Ils se laissent imposer, quand ils ne peuvent pas faire autrement, ce qui est devenu nécessaire soit par défaillance de l'équipement existant, soit par norme du groupe.

Il en est ainsi même pour l'achat d'un tracteur. Les exploitants y sont contraints par leur désir de retenir un fils à la ferme ou par l'absence de jeunes à leurs côtés. Il leur faut choisir immédiatement entre l'abandon de terres ou l'accroissement de leurs possibilités de travail. La révision du système de culture, l'amélioration des productions supposent une liberté d'esprit que les préoccupations quotidiennes ne permettent pas ; les jeunes demandent des tracteurs et non pas des engrais ou de nouvelles semences : ces dernières exigences sont donc moins pressantes. Enfin, le groupe, et notamment les voisins pilotes, font porter leurs efforts sur la mécanisation : il n'y a, par contre, pratiquement pas de vulgarisateurs d'un nouveau système de culture.

La question des voisins est donc primordiale : il est important de savoir qui, dans le voisinage bien connu, est susceptible d'être pris en exemple, qui est le bon agriculteur.

Trois lignes de force apparaissent dans les appréciations portées sur le bon agriculteur ; ce sont les références aux qualités personnelles, aux « moyens » d'exploitation et à la mécanisation.

Les qualités personnelles

L'application, le courage et l'expérience sont les qualités personnelles les plus souvent mises en avant. Le travail est considéré en tant que tel, sous un angle plus moral qu'économique : c'est le respect du métier, de la terre et des biens. « Travail impeccable » - « Maison et terres très propres » - « Intérêt porté à son exploitation » - « Terres et cheptel en ordre » (13). La quantité de travail fourni passe avant son opportunité économique. Il faut avant tout ne pas ménager sa peine : « il y en a qui ne travaillent pas, d'autres qui travaillent beaucoup » - « Pas de congé » - « Ne craint pas sa peine ». Enfin, compte également l'habileté que l'on tire d'une longue expérience. « A de l'expérience » - « Sait travailler ».

Cependant l'intelligence, le sens du calcul, l'organisation dans le travail et le loisir qu'elle permet, l'ouverture sur le progrès par l'information et les expériences retiennent l'attention d'une minorité d'exploitants. Le souci se manifeste d'avoir une vie plus détachée du travail physique et de la connaissance routinière et de fonder son effort sur des appréciations techniques et économiques de la production. « Dose ses efforts, travaille intelligemment » - « Examine et calcule mieux que les autres » - « S'informe, lit, va aux réunions ».

Les moyens d'exploitation

L'accent mis sur la disponibilité en « moyens » rejoint l'importance donnée aux aspects financiers de la crise. Dans la mesure notamment où les prix des engrais, du matériel, de la main-d'œuvre et, d'une façon générale, de tout ce qui est estimé nécessaire pour améliorer l'agriculture, sont jugés trop élevés, celui qui peut les payer et dont la ferme, de ce fait, marche mieux, a forcément des moyens que tout le monde n'a pas. Très sensibilisé au problème des prix, le paysan cherche à s'expliquer par quels moyens certains peuvent faire des améliorations, et aussi à justifier à ses propres yeux et à ceux de l'enquêteur son inertie personnelle.

Dès lors, « avoir les moyens », c'est être ce que je ne suis pas, ou avoir ce que je n'ai pas. Pour le fermier, c'est « être propriétaire ». Pour le petit propriétaire, c'est être riche, ou avoir « trente vaches hollandaises sur quarante hectares », « une grande surface de luzerne à gros rendement » ou tout simplement « une grande surface », « tout le matériel », ou encore « une grande propriété bien tenue et moderne ». Pour celui qui est seul, c'est « avoir du personnel familial » ; pour celui qui s'installe, c'est « être assis depuis longtemps ». Pour celui qui est en « côtes », c'est avoir « une propriété qui s'y prête » ou « des bons champs, fertiles, plats, faciles à travailler ».

Dans cette conception, le bon agriculteur a des terres fertiles se prêtant à la culture, il est bien équipé en machines. A la limite et sans appréciation réelle, c'est le gros, celui « qui en travaille beaucoup », même si l'usage de ses capitaux n'est qu'une façade et simplement parce qu'il tient grand étalage.

Si, se fondant sur l'exemple des bons agriculteurs souvent confondus avec les gros, le petit paysan se persuade que la crise ne peut être affrontée qu'avec des moyens puissants, il se convainc en même temps de son incapacité à faire face aux événements. Il est d'autant plus tenté de voir avant tout dans la crise un problème financier.

La mécanisation

La place que le petit paysan accorde à la mécanisation dans l'image qu'il se fait du bon agriculteur, lui donne notamment une mesure désespérante de son handicap. Mais c'est la même nostalgie qui lui fait mentionner notamment que le bon agriculteur emploie des engrais, car il voit davantage dans cette pratique le fait de pouvoir se payer des engrais que le fait d'en connaître la valeur technique.

Le jugement sur les résultats et les rendements est peu répandu. Sans doute est-il parfois sous-jacent à certaines appréciations sur les « moyens », mais il est rarement pris en tant que tel comme critère d'évaluation. Tout aussi remarquable est la faible part faite, dans les réponses, aux changements dans les systèmes de culture. C'est dans ces deux domaines que les améliorations seraient sans doute les plus valables pour la région et ce sont pourtant les moins en vue.

ELEMENTS POUR UNE TYPOLOGIE

L'importance des attitudes se manifeste dans le fait que, pour toutes les questions, à propos des mêmes faits, les opinions les plus opposées peuvent

(13) Les termes entre guillemets sont des expressions d'exploitants.

être relevées. Certes, personne n'a particulièrement vanté les qualités des sols des Combrailles ; les uns ont pourtant présenté leurs inconvénients comme des obstacles à franchir par des moyens techniques, des méthodes et des systèmes de culture appropriés, tandis que les autres y voyaient seulement

des causes de la médiocrité de leurs productions et de leur niveau de vie. De même — autre exemple — si l'envie a été le sentiment le plus généralement exprimé à l'encontre des ouvriers de l'industrie et même des ouvriers paysans, certains exploitants ont pourtant souligné leur désir de demeurer à la terre et critiqué le genre de vie des ouvriers et des mineurs. Les exemples de ce genre pourraient être multipliés. Leur enseignement est que la situation de l'agriculture est perçue en fonction d'un certain nombre de points de référence qui décident de la représentation globale de la situation et des jugements particuliers portés sur certains de ses aspects. Ainsi quand on jalouse les ouvriers, on met au premier plan la journée de travail plus courte, les congés du dimanche et même du samedi, les vacances, les allocations familiales ; quand on les critique, on parle de leur manque de liberté.

La comparaison entre les meilleurs exploitants et les autres permet de distinguer, dans la population visitée, plusieurs systèmes de perception de la situation agricole.

Mais il convient d'abord de distinguer deux genres parmi les meilleurs exploitants eux-mêmes. Les uns, véritables pionniers, cherchent avant tout à mettre sur pied un nouveau système de culture. Les autres, plus conservateurs, maintiennent un système de culture assez traditionnel ; leur originalité vient de ce qu'ils mécanisent, de ce qu'ils utilisent plus d'engrais et améliorent ainsi leurs rendements.

Les pionniers

Les moins traditionnalistes n'ont pas seulement estimé qu'il était absurde de s'acharner à produire des céréales, ils ont également compris que toute culture, pour être rentable, doit être transformée sur l'exploitation en produits animaux. Plus encore : ils expérimentent plusieurs façons de transformer ces produits végétaux en produits animaux. Loin de réduire leurs possibilités en se pliant à une « vocation naturelle » étroitement définie de la région, ils les multiplient en adoptant des systèmes de culture souples qui leur permettent de jouer sur une gamme étendue de productions animales, en fonction des prix. La notion de rentabilité est comprise non seulement sous l'angle du rendement, mais également sous son aspect de commercialisation des produits.

La mécanisation elle-même est faite pour sa rentabilité. Alors que dans la majorité des exploitations, la mécanisation se fait soit parce que le fils l'exige pour rester, soit parce que le manque de main-d'œuvre familiale y contraint, ici elle est le résultat d'un choix : l'achat d'un tracteur est considéré comme moins onéreux que l'emploi d'un salarié. La rentabilité est un critère usuel et un terme du vocabulaire courant.

Le temps lui-même est concerné par la rentabilité. Gagner du temps n'est pas seulement une nécessité qu'impose le manque de main-d'œuvre, il ne s'agit pas seulement de réussir à faire seul ce que deux hommes faisaient autrefois. L'objectif nouveau est de toujours faire plus en moins de temps. « La nouvelle devise : travailler moins, produire plus ». L'idée nouvelle est tout à fait celle de la productivité du travail.

L'évolution des prix n'est utilisée ni pour juger la situation actuelle, ni pour préjuger l'avenir. La seule solution proposée aux difficultés actuelles est la modification des systèmes de culture avec mécanisation du travail, emploi des engrais, généralisation des productions animales. L'avenir de l'agriculture est vu avec optimisme. Il ne s'agit pas seulement d'un jugement sur l'exploitation, mais au contraire d'un jugement général qui prend en considération la modernisation nécessaire de l'agriculture, en tant que branche de l'activité économique, et la nécessaire sélection qui s'opère parmi les exploitations.

Les décisions des chefs d'exploitation pionniers reposent sur un modèle économique abstrait. Pour eux, l'agriculture est uniquement une activité économique et leur but est éminemment lucratif. Au centre de leur façon de considérer les choses est l'idée que le milieu naturel est malléable et comporte des possibilités multiples grâce à l'usage des engrais, à l'utilisation des machines ou à l'adoption de systèmes de culture souples. Ils savent mettre en rapport un prix de revient et des cours de marchés, et, dans la gamme des produits que leurs terres peuvent fournir à un prix de revient raisonnable, choisir ceux qui se vendent au meilleur prix.

Ils possèdent ainsi des règles de jugement autonomes qui leur donnent une certaine latitude de décision. Ils ne dépendent, quant aux choix de leurs productions, que de l'information extérieure. Ils vont au devant des informations dont ils ont besoin, ils les recherchent dans les lectures techniques, mais aussi dans les foires et expositions, dans les administrations chargées des affaires agricoles ; aller à la ville fait partie de leurs fonctions de chef d'exploitation. Ces exploitants sont des individualités, des novateurs qui s'inspirent peu des traditions agricoles locales, quand ils ne sont pas en rupture systématique avec elles. Ils apportent à la collectivité une expérience nouvelle dont celle-ci peut petit à petit s'inspirer.

Les grands conservateurs

Cet autre groupe d'agriculteurs dynamiques se rencontre parmi ceux qui disposent d'une grosse exploitation. Les grands conservateurs présentent, avec les exploitants décrits précédemment, de nombreux traits communs : ils sortent fréquemment, lisent beaucoup, font de nombreuses améliorations...

Mais leurs attitudes sont différentes : ils accordent notamment beaucoup d'importance aux prix, estimation trop faibles ceux des produits qu'ils vendent, trop élevés ceux des produits qu'ils achètent. L'avenir de l'agriculture leur apparaît lié à l'évolution des prix ; ils penchent donc pour la crise... « si rien n'est fait ». De tels jugements laissent d'ores et déjà présager une souplesse bien moindre de leur système de culture.

L'analyse des améliorations faites confirme que le système de culture pratiqué est largement, si ce n'est totalement, la continuation même du système traditionnel : les informations recherchées à l'extérieur visent plus au perfectionnement du système de culture transmis par les parents qu'à la création d'un nouveau système de culture. En reportant sur les prix la responsabilité de la médiocrité de leurs revenus, ces exploitants laissent croire qu'ils n'estiment pas pouvoir produire autre chose de plus rentable. C'est rendre aux conditions naturelles une rigidité qui ne leur est pas reconnue par le groupe des exploitants les plus novateurs. Ce n'est cependant pas en faire des obstacles insurmontables puisqu'on croit à la valeur des engrais.

Les exploitants de ce second groupe ont ainsi une autonomie beaucoup plus relative que ceux du premier à l'égard de la tradition, puisqu'ils lui doivent l'essentiel de leur système de culture. De plus, leurs valeurs restent très proches de celles de la morale professionnelle collective, comme on le verra plus loin. Ils sont donc profondément influencés par la culture technique du groupe. Ce qu'ils font est ce que tout petit paysan aimerait faire s'il en avait les moyens : ils continuent le système familial en le perfectionnant. Combien de fois le bon agriculteur a-t-il été défini comme celui qui a les moyens ! Leur façon de moderniser leur exploitation est beaucoup plus compréhensible pour la masse des petits et des moyens agriculteurs que celles des exploitants révolutionnaires dont il a été question en premier lieu. Ce sont eux les véritables exploitants-pilotes, par l'influence, non par l'originalité de leurs initiatives.

Les agriculteurs moyens

Le terme vaut pour la très grande partie des paysans étudiés. L'agriculteur moyen se caractérise par une très étroite dépendance à l'égard de la culture technique du groupe auquel il appartient. Les gros agriculteurs traditionnalistes enrichissent à leur façon le patrimoine technique du groupe, ils sont créateurs ; l'agriculteur moyen est passif et subit la pression des connaissances techniques collectives. Celles-ci sont à la fois le domaine et les frontières de sa liberté.

A Saint-Gervais d'Auvergne, les supports traditionnels du jugement technique se manifestent dans la conception même de la prospérité, dans la mécon-

naissance des notions élémentaires de productivité, dans la place privilégiée accordée au travail et dans l'attachement à l'information orale.

Certaines réponses sont révélatrices d'une conception de la prospérité que l'on pourrait qualifier de statique. Elles expriment l'ambiguïté de l'évolution de l'agriculture qui va vers la prospérité de quelques-uns, moyennant la disparition du plus grand nombre. De ce fait, c'est avec réserve que l'on parle de prospérité. Celle-ci, dans l'esprit des gens, ne mériterait d'être franchement avancée que si elle profitait à tout le monde. Pour ces exploitants, prospérité signifie autant population florissante qu'activité économique prospère. Le terme « agriculture » définit simultanément une activité, un travail et une population appliquée à ce travail. L'agriculture, c'est en fait la paysannerie et une agriculture prospère est en fait une paysannerie nombreuse et du travail pour tous. Inversement donc la fuite de la population agricole et la disparition progressive de certains villages suffisent pour que l'on puisse parler de crise, comme le font la plupart des personnes interrogées.

Le souci d'un meilleur rendement n'inspire pratiquement pas les améliorations faites. Si les résultats obtenus dans la ferme sont parfois mentionnés parmi les critères qui permettent d'identifier les bons agriculteurs — et ceci est déjà rare —, c'est plus par respect pour la quantité (le bon et le gros étant souvent confondus) que pour les rendements.

La médiocrité des revenus est due à la faiblesse des rendements, mais cette explication n'effleure absolument pas l'esprit du paysan moyen et il la remplace par celle qui fait appel à l'injustice des prix. Il se réclame de la maxime qui veut qu'un travail égal reçoive salaire égal, il estime que pour le même travail que fournissait son père, il gagne moins, c'est pourquoi il demande une politique plus « juste » des prix. Continuant la coutume, certains vont chercher dans l'industrie le revenu complémentaire dont ils ont besoin ; le paysan moyen en tire l'argument que, puisqu'on ne peut décidément plus vivre de l'agriculture, c'est que les prix sont trop bas.

Enfin les prix des produits nécessaires à l'exploitation sont considérés isolément, ils ne sont jamais mis en rapport avec l'accroissement de la production que leur usage entraîne. C'est le cas notamment pour les engrais. Toute dépense est un obstacle et appelle la subvention. L'idée d'investissement est inconnue.

Un « bon travailleur »

Le travail a, au contraire, une place privilégiée. Le bon agriculteur est en premier lieu un travailleur, ses qualités morales sont celles du bon travailleur, il est courageux, il travaille beaucoup, il travaille bien (ce qui allie expérience et soin).

L'achat d'un tracteur n'est pas un investissement, mais une satisfaction ou un soulagement indispensable que s'accorde le travailleur de la terre qu'est avant tout, dans sa propre représentation de lui-même, le paysan des Combrailles. Le tracteur remplace la main-d'œuvre disparue ou permet de conserver un fils ou un gendre à la ferme, sans qu'aucune considération de rentabilité n'intervienne.

L'agriculture n'est plus seulement une activité lucrative, elle est aussi un genre de vie dont la clef de voûte réside dans le travail de la terre ; celui-ci occupe tous les instants de la journée, justifie voyages et simples sorties, conditionne — et permet — le développement d'une vie familiale et d'une vie sociale qui sont à son service. De ce point de vue, le village ressemble surtout à une usine ; nulle part ailleurs que dans les ateliers ou les bureaux ne se trouve réuni, sur un espace restreint, un groupe social de composition socio-professionnelle aussi homogène ; certaines formes mêmes de coopération, de travail en commun, s'y retrouvent.

S'il y a place dans ces principes tyranniques pour des moments de repos, il n'y en a guère pour les loisirs proprement dits. Lectures et émissions distrayantes se heurtent incontestablement à cette conception d'un temps consacré essentiellement au travail. Elles supposent en effet qu'une spécialisation des temps soit réalisée, un temps étant réservé au travail et un autre au loisir. Or les représentations collectives opposent au contraire un temps qui n'a d'autre structure et d'autre rythme que ceux des saisons et des travaux quotidiens ; plutôt que de se détacher des temps de travail et de se concentrer dans un laps de temps particulier, la détente côtoie sans cesse l'effort grâce aux temps morts qui s'intercalent entre les travaux ou à l'alternance de travaux variés. Les battages, les foires sont des exemples privilégiés d'une association étroite du travail et des agréments de la vie sociale, de « loisirs » incorporés aux travaux. L'idée d'une production du travail humain mesurable en quantités produites par l'unité de temps est la négation de cette représentation paysanne du temps. Ici, au contraire, l'effort est dilué, l'occupation laborieuse exclut rarement une certaine disponibilité pour l'occasion de détente que peuvent offrir la rencontre d'un voisin et la conversation avec lui sur le chemin, au bout du champ ou devant un verre de vin. Les servitudes quotidiennes multiples qu'impose la ferme — surtout en pays d'élevage — associées à ces habitudes expliquent que le paysan puisse se lever tôt le matin, travailler tard le soir et avoir l'impression d'un plein emploi ou même d'un suremploi.

Une information orale

Ces temps plus ou moins longs passés à converser ne sont pas — dans cette utilisation traditionnelle du temps — « des temps perdus ». C'est par

eux, au contraire, que le paysan fait sa propre formation professionnelle, sur une base orale à partir d'exemples concrets donnés par des personnages familiers : les innovations réalisées par tel ou tel voisin font l'objet de commentaires et sont patiemment suivies jusqu'à leurs effets même à très long terme, les chances de réussite sont supputées, on cherche à expliquer — et la calomnie s'en mêle fort aisément — comment celui-ci ou celui-là a pu se procurer tant d'argent pour se lancer dans telle ou telle entreprise.

L'importance des conversations, des exemples donnés par des exploitants-pilotes, écarte l'information écrite ou parlée d'origine extérieure comme source de progrès. Le besoin de lectures techniques est donc faible et cela contribue à maintenir la représentation monolithique et indifférenciée d'un temps centré sur le travail. La conception courante du travail bien fait éloigne également de l'information écrite en valorisant l'expérience pratique : c'est la science acquise dans le métier qui, alliée au courage, permet de « soigner ses terres, ses récoltes et son bétail », d'avoir « terres et cheptel en ordre ».

Les idées peuvent varier, mais l'attitude profonde qui les inspire est commune : sauvegarder l'univers familial, en usant de tous les replâtrages possibles. Il ne s'agit pas seulement d'assurer son niveau de vie, il s'agit aussi de préserver une société et un genre de vie.

LES STRUCTURES ET REPRESENTATIONS TRADITIONNELLES

On voit quelle distance sépare le paysan moyen de celui qui innove. A une extrémité, se trouve celui qui dépend des cadres sociaux et culturels du groupe à tous les moments de sa vie d'homme et pour tous les aspects de sa vie quotidienne de labeur ou de détente ; dans l'exercice de ses responsabilités de chef d'exploitation, dans ses modes de vie et de pensée, il est le produit de ces cadres collectifs. En retour, ceux-ci lui sont un guide permanent de vie. Une nouveauté n'est acceptée que si elle peut s'insérer sans provoquer trop de bouleversements dans cet univers.

A l'autre extrémité se situe celui pour qui l'agriculture n'est qu'une activité productrice et une source de revenus comme une autre. Pour le reste, il libère le plus de temps possible à des sorties en ville. Il demande avant tout à l'agriculture d'être lucrative. Il fonde ses décisions de producteur sur des cours de marchés et cherche à accroître la plasticité des conditions naturelles à l'aide des techniques de cultures modernes. C'est une façon de voir les choses qui favorise le dialogue avec le vulgarisateur. Malheureusement, ce n'est pas à ces exploitants-là que le vulgarisateur est indispensable.

Il existe des vulgarisateurs spontanés, ce sont les exploitants dynamiques qui ont de l'influence autour d'eux. Mais rien ne garantit que leur exemple soit toujours faste. Deux raisons risquent de le rendre au contraire néfaste. La première est que ce sont souvent de gros cultivateurs relativement à la superficie moyenne de la région et il n'est pas toujours vrai que les mesures de modernisation valables pour des exploitations d'une certaine superficie soient également valables pour de plus petites, voire de très petites exploitations. La seconde est que ces agriculteurs dynamiques influents n'ont pas forcément les initiatives les plus originales ni les plus souhaitables pour l'avenir de l'agriculture locale ; ce sont au contraire ceux qui peuvent être compris de la masse parce que leurs améliorations, au moins dans un premier temps, font davantage survivre les structures traditionnelles qu'elles ne leur portent atteinte. Ainsi, dans le canton de Saint-Gervais d'Auvergne, les exploitants pris comme exemple font avant tout un effort sur la mécanisation et sont suivis dans cette direction, à moins que leur effort financier ne contribue à persuader certains de leur impuissance à jamais améliorer leur exploitation, faute de moyens. Toutefois, leurs besoins en machines satisfaits, certains de ces exploitants-pilotes tendent à passer, dans une seconde étape, à la révision de leur système de culture et à vulgariser ainsi l'idée d'une nécessaire orientation vers l'élevage.

Une prise de conscience

Installés dans leurs structures et leurs représentations traditionnelles, les paysans ont pourtant conscience qu'elles craquent de toutes parts. Quelle que soit la réalité économique, le sentiment d'avoir des difficultés financières est réel. La coexistence avec les ouvriers-paysans permet de constantes comparaisons de genre et de niveau de vie ; le départ des jeunes a, indépendamment de ses incidences économiques et démographiques, des répercussions profondes sur les attitudes. Les friches s'étendent. Dans la vie familiale comme dans les travaux de la ferme, apparaissent des indices d'une transformation et même d'une crise de l'agriculture.

Mais une réaction d'impuissance

Les réactions des paysans devant cette prise de conscience sont toutes marquées d'une impuissance tantôt tacite, tantôt proclamée. C'est d'abord une recrudescence d'insatisfaction et d'une récrimination contre tout : la pauvreté des sols, la médiocrité des chemins, les prix... Les attitudes sont systématiquement critiques, elles font négliger les aspects favorables des situations et insister sur les difficultés et les obstacles : c'est le « oui... mais » rencontré à tout moment dans les réponses.

Les situations ne sont pas clairement tranchées, des éléments du passé coexistent avec des formes

d'organisation plus modernes. En critiquant les uns comme les autres, les paysans adoptent les attitudes qui les mettent en marge de tout, ils refusent de jouer le jeu alors qu'il leur faudrait faire un choix, adhérer à un type d'organisation, afin de l'aménager au mieux de leurs intérêts.

L'exemple des circuits commerciaux

Un exemple privilégié est celui des circuits commerciaux. Les foires existent encore, au moins en apparence. Pourtant la pratique de la vente à l'étable est courante. Ces deux systèmes ne coexistent pas pour se compléter ou se corriger, ils sont là indépendamment l'un de l'autre et simplement parce que le passé résiste. Les habitudes propres à la vente en foire (notamment l'art de débattre le prix en fonction de l'évolution du marché) sont encore assez vivaces pour rendre difficilement acceptable la position dominante du marchand venant de l'étable imposer son prix. D'un autre côté, l'attraction des foires n'est plus assez forte pour que les paysans prennent le temps d'y livrer leur veau. Pris entre deux situations qui ont toutes deux leurs avantages et leurs inconvénients, ils n'en ont encore admis aucune et ont au contraire tendance à mettre en relief les inconvénients de chacune des formules. Leurs intérêts leur commandent ou bien de mettre sur pied une organisation coopérative ou bien d'adopter des moyens rapides et efficaces d'information sur les cours du marché (la radio par exemple). Au lieu de cela, ils oscillent entre le regret de méthodes familières devenues impraticables de leur propre aveu et le refus des méthodes nouvelles qu'ils critiquent à la lumière de celles qu'ils regrettent. Ils jugent toujours le monde nouveau avec les critères du monde révolu : leur conception des prix comme entités indépendantes illustre cette attitude fondamentale.

Une attitude pleine de contradictions

De plus, aucune vue d'ensemble sur la situation ne se dégage ; les difficultés ou les problèmes sont au contraire considérés isolément et les conséquences sont tirées sans qu'il soit tenu compte d'aucun élément extérieur au point momentanément considéré. Les contradictions sont inévitables. Ainsi, alors qu'est réclamée une réfection générale des chemins et l'amélioration de l'alimentation en eau, les attitudes à l'égard du remembrement sont très réticentes et tendent pour le moins à éviter un remaniement général. Ceci se justifie dans une certaine mesure, car la superficie moyenne et la dispersion des parcelles ne sont généralement pas ressenties comme des difficultés dans les conditions actuelles de culture. Mais il semble que l'amélioration des équipements collectifs (chemins et eau) soit liée à une réorganisation générale des territoires communaux. Les chemins communaux sont longs, difficiles

à entretenir, l'habitat est dispersé à l'extrême, de nombreux villages sont en voie de disparition. On ne saurait dès lors aménager des chemins dont on ne sait pas s'ils auront longtemps quelque utilité ; des idées d'ensemble doivent présider aux améliorations.

Des contradictions apparaissent également entre la vision sombre que les exploitants se font de l'avenir de l'agriculture et leur désir malgré tout d'avoir un successeur. Non seulement ils lient le sort d'un de leurs fils à un métier sans avenir, mais encore ils le condamnent à demeurer célibataire puisque dans le même temps ils incitent leurs filles au départ.

Les réponses techniques et précises rendent ce même son d'impuissance en dépit de leur contenu apparemment positif et constructif. Dans la lutte contre la crise profonde que traverse l'agriculture locale, de quel poids peuvent être des mesures partielles comme « chauler contre les genêts », mettre l'azote au printemps..., surtout envisagées isolément ? Ces réponses traduisent certes un fonds solide d'attachement au métier, de technicité routinière et parfois innovatrice, de réalisme, mais ce sont ses ultimes velléités de combat. Il leur manque le cadre de référence générale que donne la culture économique et sans lequel les connaissances techniques ne deviennent plus que des moyens, sans fin.

Du même genre est l'achat d'un tracteur. Le tracteur, retenant un jeune successeur à la ferme, en évite la disparition au moins à court terme, mais cette assurance dispense par ailleurs de tout autre

effort d'adaptation et contribue à la prolongation de la situation telle qu'elle est. Le tracteur est alors un moyen de restaurer et de faire survivre l'agriculture traditionnelle et n'est nullement l'occasion d'un engagement dans les améliorations. Il n'accroît notamment pas le besoin de terres, n'entraîne pas de concentration et n'arrête pas l'extension des friches.

L'impuissance est parfois avouée. Toute amélioration souhaitable ou souhaitée se heurte à l'obstacle des prix et aboutit à l'appel à une aide extérieure quelconque. Bien souvent les paysans proclament qu'ils ne sont pas en mesure de résoudre eux-mêmes leurs problèmes. « On manque de soutien... il faut encourager le cultivateur..., améliorer les débouchés... augmenter... diminuer... aider... ».

Il y a d'un côté ceux qui ont des attitudes propres à sortir l'agriculture de ses ornières et de l'autre ceux qui, trébuchant dans leurs ornières, trouvent dans leurs difficultés des justifications à leurs attitudes pessimistes. Mais alors que les premiers sont des cas particuliers, les attitudes pessimistes sont au contraire les plus répandues. La vulgarisation de techniques purement agricoles risque d'être vaine et même impossible si elle ne s'accompagne pas d'attitudes positives à l'égard de l'agriculture locale de la part des paysans eux-mêmes. Et l'apparition de ces attitudes positives est conditionnée par une réforme profonde des genres de vie et des représentations collectives. Il ne suffit pas de porter à la connaissance des paysans de nouvelles techniques ou de les conseiller sur les productions à rechercher, il faut leur proposer un nouveau modèle d'exploitant et un nouveau genre de vie.